



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 51.988/2  
du 26 septembre 2012

advies 51.988/2  
van 26 september 2012

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant la  
procédure relative à l'agrément du  
titre professionnel particulier de  
pharmaciens hospitaliers'

een ontwerp van koninklijk besluit  
'tot vaststelling van de procedure  
voor de erkenning van de  
bijzondere beroepstitel van  
ziekenhuisapotheker'

Le 29 août 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant la procédure de l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 26 septembre 2012. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Gabrielle JOTTRAND, première auditrice.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 septembre 2012.

\*

Op 29 augustus 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 26 september 2012. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Gabrielle JOTTRAND, eerste auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 september 2012.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

Ainsi que le mentionne son article 2, le dispositif à l'examen vise à mettre en place plusieurs procédures :

- pour l'agrément provisoire (articles 4 à 14) et complet (articles 15 à 18) ainsi que pour la prorogation de l'agrément (articles 19 à 21) du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier ;

- pour l'agrément des services de stage et maîtres de stage qui accompagnent le candidat en vue de l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier (articles 22 à 28) ;

- pour l'approbation d'une formation continue éligible à la prorogation de l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier (articles 29 et 30).

Le projet règle également, en ses articles 31 à 45, la création et le fonctionnement de la commission d'agrément et énonce, en ses articles 46 à 50, un dispositif transitoire.

Les différentes procédures sont particulièrement complexes en raison des conditions et formalités imposées par l'arrêté en projet. Pour assurer la sécurité juridique et donc l'effectivité du système, il importe que les dispositions du projet soient clairement et correctement rédigées. Sur ce point, le projet à l'examen laisse à désirer : plusieurs dispositions, singulièrement de la version française du texte, sont entachées d'erreurs de grammaire et de syntaxe.

L'auteur du projet est en conséquence invité à revoir l'ensemble du texte sur cet aspect.

### DISPOSITIF

#### Article 4

1. Dans la version française de l'alinéa 1<sup>er</sup>, et afin de se conformer à la version néerlandaise, il y a lieu de remplacer les mots « la date de l'inscription académique » par ceux de « le début de la formation académique ».

2. Aux termes de l'alinéa 2, le service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement est chargé d'établir le modèle du plan de stage.

D'autres dispositions du projet attribuent des compétences similaires à ce même service public. Il en va ainsi des articles 10 (formulaire en vue de l'approbation de la modification du plan de stage), 14, alinéa 2 (formulaire d'approbation en vue de l'approbation d'une modification du plan de stage convenu avec un nouveau maître de stage), 15, alinéa 2 (formulaire de demande d'agrément complet), 19, alinéa 1<sup>er</sup> (formulaire de demande de prolongation de l'agrément complet) et 22, alinéa 1<sup>er</sup> (formulaire de demande d'agrément commun).

Tous ces formulaires permettent au demandeur d'approbation du plan de stage ou d'agrément complet, à chacun des stades que comporte la procédure, de mener celle-ci à bien et constituent donc l'armature même du dispositif mis en place.

Il n'est pas admissible que les agents d'une administration qui ne répondent pas politiquement de leurs actes devant les représentants de la Nation, soient investis de compétences de nature réglementaire. Une subdélégation à de telles autorités n'est exceptionnellement concevable que si elle concerne la détermination de mesures de pure administration ou de nature essentiellement technique, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

En conclusion, c'est au ministre que la compétence d'établir les différents formulaires doit être attribuée. L'ensemble du projet doit être modifié en conséquence.

#### Article 5

Il est inutile de préciser que la commission d'agrément émet un avis « conformément aux dispositions du chapitre 5 ». Ces mots doivent être omis

Une observation analogue vaut pour la suite du projet à l'examen.

#### Articles 5 et 6

Ces deux articles sont partiellement redondants.

Il est suggéré de les fusionner comme suit :

« Art. 5. Après avis de la commission d'agrément, le ministre approuve ou non le plan de stage. En cas de décision favorable, le candidat est agréé provisoirement ».

Une observation analogue vaut pour les articles 20, 21, 23 et 24.

### Article 7

À l'alinéa 2, il conviendrait de préciser la durée maximum de la prorogation ainsi que la procédure de prorogation.

Le dispositif doit être complété en conséquence.

### Article 11

Il n'est pas concevable qu'il ne puisse jamais être mis fin unilatéralement à la convention de stage.

La disposition doit être adaptée.

### Article 12

La disposition à l'examen précise, en son paragraphe premier, que le stage est en principe suivi de manière ininterrompue. Les paragraphes 2 et 3 énoncent les exceptions à ce principe et le paragraphe 4 précise les modalités selon lesquelles une prolongation peut être obtenue.

Interrogée sur la question de savoir quelle différence il y a entre la demande d'interruption de stage visée au paragraphe 2 et la proposition de prolongation de stage que doivent faire le candidat et le maître de stage en vertu du paragraphe 4, alinéa 2, la fonctionnaire déléguée a répondu :

« § 2 : is een uitzonderlijke situatie. Onderbreking is mogelijk zonder verlenging op voorwaarde dat de onderbreking niet langer dan 15 weken duurt.

§ 3 : recht op onderbreking van maximum 15 weken voor de drie opgesomde gevallen zonder verlenging.

§ 4: elke verlenging van meer dan 15 weken (dus ook de uitzonderlijke gevallen van § 2) : verlenging van de stageperiode ».

Au vu de ces explications, il y a lieu de mieux articuler les paragraphes 2 et 4, alinéa 2 afin de faire clairement apparaître que l'interruption sollicitée en application du paragraphe 2 peut aussi atteindre, comme le prévoit le paragraphe 3 pour les cas qu'il énumère, 15 semaines et que la proposition de prolongation ne porte donc que sur la part de l'interruption excédant ces 15 semaines.

### Article 14

Au dernier alinéa, les mots « la formation du candidat s'arrête sans procédure d'enquête » doivent être remplacés par les mots « il est mis fin à la formation du candidat sans procédure d'enquête et ce dernier est déchu de son agrément provisoire ».

### Article 15

L'article 15 envisage deux hypothèses :

- celle de la demande d'agrément complet introduite (article 15, alinéa 2, première phrase) dans les trois mois de la fin de stage ;
- celle, en cas de retard, d'une prolongation du stage accompagné d'une demande de modification du plan de stage (article 15, alinéa 2, deuxième phrase).

Interrogée sur la question de savoir s'il existe d'autres hypothèses que celles énoncées ci-dessus, la fonctionnaire déléguée a indiqué

« Er is ook het geval van de migrant zoals bedoeld in artikel 13 van het ministerieel besluit houdende vaststelling van de [...] erkenningscriteria van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker. Dit besluit werd tevens aan uw Raad voor advies voorgelegd.

In deze hypothese is er geen sprake van het doorlopen van een stage. In dergelijk geval worden de criteria bedoeld in voornoemd ministerieel besluit geëvalueerd. (houder van een gelijkgesteld diploma van ziekenhuisapotheker en het gevolgd hebben van een gelijkwaardige opleiding) ».

La disposition à l'examen doit être complétée d'un alinéa qui règle cette troisième hypothèse.

### Article 16

À l'article 16, alinéa 3, les mots « peut faire usage » doivent être remplacés par ceux de « se fonde ».

### Article 17

La question se pose de savoir pourquoi l'alinéa 2 précise que l'agrément complet ne peut être délivré qu'une seule fois. Qu'en est-il, par exemple du cas d'un pharmacien hospitalier qui, au terme d'une période de validité de son agrément complet, décide, pour des raisons diverses telle celle d'une occupation à l'étranger qu'il aurait acceptée, de ne pas solliciter la prorogation de son agrément complet conformément à la section 4 du projet ?

L'auteur est invité à examiner s'il n'exclut pas, par la mention faite à l'article 17, alinéa 2, des demandeurs qui, après avoir perdu leur agrément complet pour des raisons qui ne tiennent pas à leurs qualités professionnelles, pourraient suivre une nouvelle formation, être agréé provisoirement et ensuite solliciter un nouvel agrément complet.

### Article 27

Alors que le plan de stage fait l'objet, conformément à l'article 4, alinéa 3, d'une convention entre le candidat, le service de stage et le maître de stage, le ministre se trouve, en cas de retrait temporaire ou définitif de l'agrément du service de stage, investi, en application de l'article 27, alinéa 3, de la compétence, après avis de la commission d'agrément, de définir unilatéralement les conditions de la poursuite de la formation du ou des candidats.

Aucune des dispositions du projet n'impose qu'au niveau de la commission d'agrément ou du ministre, le ou les candidats privé(s) de service de stage, sont entendus. Dans un souci de cohérence de l'ensemble du dispositif et afin de respecter les principes qui régissent une convention telle que celle visée à l'article 4 du projet, il conviendrait de prévoir une telle audition.

Une observation analogue vaut pour l'article 28 du projet.

### Article 32

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, il y a lieu de prévoir à l'article 32, alinéa 2, un suppléant au fonctionnaire du Service fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement.

### Article 33

Il conviendrait de préciser l'autorité compétente pour nommer les membres de la commission d'agrément, à savoir le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

### Article 34

L'article 34, 2°, prévoit que la commission d'agrément veille à l'exécution du plan de stage. Or, il semble bien résulter des articles 13 et suivants que cette tâche revient au maître de stage qui établit un rapport de stage ainsi qu'un rapport d'évaluation.

Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable d'omettre cette mission de la liste figurant à l'article 34.

### Article 35

À l'alinéa 2, dans la version française, la fin de la première phrase doit être rédigée comme suit :

« mentionnant si la demande est complète et recevable ».

### Article 40

L'article 40, § 2, doit être complété de manière à faire apparaître que c'est à la majorité simple des voix des membres présents que sont prises les décisions de la commission d'agrément.

### Article 44

La disposition doit être complétée afin d'y prévoir que le règlement d'intérieur est approuvé par le ministre.

### Article 45

Pour la référence à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 'portant réglementation générale en matière de frais de parcours', il convient de tenir compte du fait que cet arrêté prévoit des règles qui varient selon le niveau et le rang des fonctionnaires auxquels il s'applique.

Le texte en projet doit donc être complété pour déterminer, aux fins de l'application des règles relatives au remboursement des frais de déplacement, à quelle catégorie de fonctionnaires sont assimilées les personnes qu'il vise.

### Article 46

Dans la version française et pour se conformer à la version néerlandaise, les mots « jusqu'à ce qu' » doivent être omis.

### Article 50

Dans la deuxième phrase, les mots « jusqu'au moment où ils obtiennent ou non un agrément commun » doivent être remplacés par ceux de « jusqu'au moment de la décision de leur accorder ou non un agrément commun ».

### Article 52

Il n'y a pas lieu de prévoir une entrée en vigueur différente de l'arrêté en projet de celle de son article 51 qui abroge l'arrêté royal du 11 juin 2003 'fixant la procédure relative à l'agrément du titre professionnel particulier de pharmacien hospitalier'.

En effet, c'est le dispositif transitoire de l'arrêté en projet qui règle la question de l'application dans le temps de l'arrêté royal précité du 11 juin 2003 et l'arrêté en projet peut entrer en vigueur, conformément à l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 52 doit en conséquence être omis.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### ALGEMENE OPMERKING

Artikel 2 van het thans voorliggende dispositief beoogt de vaststelling van verschillende procedures voor:

- de voorlopige (artikelen 4 tot 14) en volledige (artikelen 15 tot 18) erkenning, alsmede de verlenging van de erkenning (artikelen 19 tot 21) van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker;
- de erkenning van de stagediensten en stagemeesters die de kandidaat begeleiden met het oog op een erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker (artikelen 22 tot 28);
- de goedkeuring van een voortgezette opleiding om in aanmerking te komen voor de verlenging van erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker (artikelen 29 en 30).

Het ontwerp regelt in de artikelen 31 tot 45 eveneens de oprichting en de werkwijze van de Erkenningscommissie en voorziet in de artikelen 46 tot 50 in overgangsbepalingen.

De onderscheiden procedures zijn bijzonder complex omwille van de voorwaarden en de formaliteiten die opgelegd worden in het ontworpen besluit. Met het oog op de rechtszekerheid en dus op de werkzaamheid van de regeling, is het van belang dat de bepalingen van het ontwerp duidelijk en op correcte wijze zijn gesteld. Op dat vlak laat het thans voorliggende ontwerp te wensen over: verschillende bepalingen, meer in het bijzonder in de Franse versie van de tekst, bevatten fouten op het stuk van de grammatica en de syntaxis.

De steller van het ontwerp wordt bijgevolg verzocht de tekst in zijn geheel te herzien wat dat aspect betreft.

## DISPOSITIEF

### Artikel 4

1. In de Franse tekst van het eerste lid behoren, ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, de woorden “la date de l'inscription académique” vervangen te worden door de woorden “le début de la formation académique”.

2. Volgens de bewoordingen van het tweede lid is de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu belast met het opstellen van het model van het stageplan.

In andere bepalingen van het ontwerp worden soortgelijke bevoegdheden verleend aan diezelfde overheidsdienst. Dat is zo in artikel 10 (formulier voor de goedkeuring van de wijziging van het stageplan), artikel 14, tweede lid (formulier voor de goedkeuring van een wijziging van het stageplan dat overeengekomen is met een nieuwe stagemeeester), artikel 15, tweede lid (formulier voor aanvraag tot volledige erkenning) artikel 19, eerste lid (formulier voor de aanvraag van een verlenging van de volledige erkenning), en artikel 22, eerste lid (formulier voor de aanvraag van een gezamenlijke erkenning).

Al die formulieren stellen de aanvrager van de goedkeuring van het stageplan of van de volledige erkenning in staat om de procedure, ongeacht de fase waarin deze zich bevindt, tot een goed einde te brengen en maken derhalve de ruggengraat zelf uit van de regeling waarin wordt voorzien.

Het is onaanvaardbaar dat regelgevende bevoegdheden worden toegekend aan ambtenaren van een bestuur die aan de volksvertegenwoordiging geen politieke verantwoording verschuldigd zijn voor hun daden. Delegatie van regelgevende bevoegdheid aan die overheden is alleen bij uitzondering toegestaan als ze betrekking heeft op het vaststellen van maatregelen van louter bestuur of van in hoofdzaak technische maatregelen, wat *in casu* niet het geval is.

Het besluit is dan ook dat de bevoegdheid voor de vaststelling van de onderscheiden formulieren aan de minister moet worden toegekend. Het ontwerp behoort dienovereenkomstig in zijn geheel te worden gewijzigd.

### Artikel 5

Het is onnodig te preciseren dat de Erkenningscommissie “adviseert overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 5”. Deze woorden dienen te vervallen.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het vervolg van het voorliggende ontwerp.

### Artikelen 5 en 6

Deze twee artikelen zijn gedeeltelijk dubbelop.

Er wordt voorgesteld om deze samen te brengen als volgt:

“Art. 5. Na advies van de Erkenningscommissie, keurt de minister het stageplan al dan niet goed. In geval van goedkeuring, wordt de kandidaat voorlopig erkend”.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 20, 21, 23 en 24.

### Artikel 7

In het tweede lid verdient het aanbeveling om de maximumduur van de verlenging te bepalen, alsook de procedure die daarbij gevolgd moet worden.

Het dispositief behoort dienovereenkomstig te worden vervolledigd.

### Artikel 11

Het is ondenkbaar dat er nooit eenzijdig een einde kan worden gemaakt aan de stageovereenkomst.

De bepaling dient te worden aangepast.

### Artikel 12

In paragraaf 1 van de voorliggende bepaling wordt gesteld dat de stage in principe ononderbroken gevolgd wordt. In de paragrafen 2 en 3 worden de uitzonderingen op dit principe gegeven en in paragraaf 4 worden de nadere regels bepaald volgens welke een verlenging kan worden verkregen.

Op de vraag wat het verschil is tussen het verzoek om onderbreking van de stage als bedoeld in paragraaf 2 en het voorstel tot verlenging van de stage dat gedaan moet worden door de kandidaat en de stagemeester krachtens paragraaf 4, tweede lid, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“§ 2 : is een uitzonderlijke situatie. Onderbreking is mogelijk zonder verlenging op voorwaarde dat de onderbreking niet langer dan 15 weken duurt.

§ 3 : recht op onderbreking van maximum 15 weken voor de drie opgesomde gevallen zonder verlenging.

§ 4: elke verlenging van meer dan 15 weken (dus ook de uitzonderlijke gevallen van § 2) : verlenging van de stageperiode”.

In het licht van die uitleg dienen de paragrafen 2 en 4, tweede lid, beter op elkaar afgestemd te worden, teneinde duidelijk te maken dat de onderbreking die gevraagd wordt met toepassing van paragraaf 2, ook 15 weken kan duren, zoals bepaald wordt in paragraaf 3 voor de gevallen die daarin genoemd worden, en dat het voorstel tot verlenging dus alleen betrekking heeft op het gedeelte van de onderbreking dat die 15 weken overschrijdt.

#### Artikel 14

In het laatste lid behoren de woorden “stopt de opleiding van de kandidaat zonder onderzoeksprocedure” vervangen te worden door de woorden “wordt een einde gemaakt aan de opleiding van de kandidaat zonder onderzoeksprocedure en wordt laatstgenoemde vervallen verklaard van zijn voorlopige erkenning”.

#### Artikel 15

In artikel 15 worden twee mogelijkheden onderscheiden:

- die van de aanvraag tot volledige erkenning (artikel 15, tweede lid, eerste zin) ingediend binnen een termijn van drie maanden na de beëindiging van de stage;
- die waarbij, in geval van vertraging, de stage verlengd wordt en een aanvraag tot wijziging van het stageplan wordt ingediend (artikel 15, tweede lid, tweede zin).

Naar aanleiding van de vraag of er nog andere mogelijkheden bestaan dan de voormelde, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende te kennen gegeven:

“Er is ook het geval van de migrant zoals bedoeld in artikel 13 van het ministerieel besluit houdende vaststelling van de [...] erkenningscriteria van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker. Dit besluit werd tevens aan uw Raad voor advies voorgelegd.

In deze hypothese is er geen sprake van het doorlopen van een stage. In dergelijk geval worden de criteria bedoeld in voornoemd ministerieel besluit geëvalueerd. (houder van een gelijkgesteld diploma van ziekenhuisapotheker en het gevolgd hebben van een gelijkwaardige opleiding)”.

De voorliggende bepaling moet worden aangevuld met een lid waarin die derde mogelijkheid geregeld wordt.

#### Artikel 16

In artikel 16, derde lid, dienen de woorden “kan [...] gebruik maken van” te worden vervangen door de woorden “steunt [...] op”.

#### Artikel 17

De vraag rijst waarom in het tweede lid bepaald wordt dat een volledige erkenning slechts één keer kan worden verleend. Hoe wordt dan bijvoorbeeld het geval geregeld van een ziekenhuisapotheker die na afloop van de geldigheidsduur van zijn volledige erkenning om diverse redenen, zoals een betrekking in het buitenland die hij zou hebben aanvaard, de beslissing neemt om de verlenging van zijn volledige erkenning niet aan te vragen overeenkomstig afdeling 4 van het ontwerp?

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of hij door de vermelding in artikel 17, tweede lid, geen aanvragers uitsluit die, nadat zij hun volledige erkenning verloren zijn om redenen die geen verband houden met hun beroepsbekwaamheden, een nieuwe opleiding zouden kunnen volgen, een voorlopige erkenning zouden kunnen verkrijgen en vervolgens een nieuwe volledige erkenning zouden kunnen aanvragen.

#### Artikel 27

Terwijl over het stageplan krachtens artikel 4, derde lid, een overeenkomst wordt gesloten tussen de kandidaat, de stagedienst en de stagemeeester, beschikt de minister ingeval van een tijdelijke of definitieve intrekking van de erkenning van de stagedienst, met toepassing van artikel 27, derde lid, over de bevoegdheid om, na advies van de Erkenningscommissie, eenzijdig de voorwaarden vast te stellen voor het voortzetten van de opleiding van de kandidaat of kandidaten.

Bij geen enkele bepaling van het ontwerp wordt aan de Erkenningscommissie of aan de minister de verplichting opgelegd om de van de stagedienst verstoken kandidaat of kandidaten te horen. Uit zorg voor de samenhang van het gehele dispositief en met het oog op de naleving van de beginselen die gelden voor een overeenkomst zoals die waarvan sprake is in artikel 4 van het ontwerp, zou in zo een hoorgesprek voorzien moeten worden.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 28 van het ontwerp.

### Artikel 32

Zoals de gemachtigde ambtenaar beaamd heeft, moet in artikel 32, tweede lid, aan de ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu een plaatsvervanger toegevoegd worden.

### Artikel 33

Er zou aangegeven moeten worden welke overheid bevoegd is voor het benoemen van de leden van de Erkenningscommissie, namelijk de minister tot wiens bevoegdheid Volksgezondheid behoort.

### Artikel 34

In artikel 34, 2°, wordt bepaald dat de Erkenningscommissie toeziet op de uitvoering van het stageplan. Uit de artikelen 13 en volgende lijkt evenwel voort te vloeien dat die taak toekomt aan de stagemeeester, die een stageschrift invult en een evaluatierapport opmaakt.

Uit zorg voor de rechtszekerheid zou het beter zijn die opdracht te schrappen van de lijst die in artikel 34 is opgenomen.

### Artikel 35

In de Franse tekst van het tweede lid, dient de eerste zin te eindigen met de woorden: “mentionnant si la demande est complète et recevable”.

### Artikel 40

Artikel 40, § 2, dient aldus te worden aangevuld dat blijkt dat de beslissingen van de Erkenningscommissie genomen worden bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

### Artikel 44

Deze bepaling dient aldus te worden aangevuld dat aangegeven wordt dat het huishoudelijk reglement door de minister wordt goedgekeurd.

### Artikel 45

Wat de verwijzing naar het koninklijk besluit van 18 januari 1965 'houdende algemene regeling inzake reiskosten' betreft, dient er rekening mee te worden gehouden dat dit besluit regels bevat die variëren naar gelang van het niveau en de rang van de ambtenaren voor wie het geldt.

De ontworpen tekst dient dan ook aldus te worden aangevuld dat met het oog op de toepassing van de regels betreffende de terugbetaling van de reiskosten bepaald wordt met welke categorie van ambtenaren de daarin bedoelde personen gelijkgesteld worden.

### Artikel 46

In de Franse tekst dienen de woorden "jusqu'à ce qu'" te vervallen met het oog op de overeenstemming met de Nederlandse tekst.

### Artikel 50

In de tweede zin dienen de woorden "tot op het ogenblik dat ze al dan niet een gezamenlijke erkenning als stagedienst en stagemeester bekomen in toepassing van onderhavig besluit" te worden vervangen door de woorden "tot op het ogenblik van de beslissing om hen al dan niet een gezamenlijke erkenning als stagedienst en stagemeester toe te kennen met toepassing van dit besluit".

### Artikel 52

Er bestaat geen grond om artikel 51 van het ontworpen besluit, bij welk artikel het koninklijk besluit van 11 juni 2003 'tot vaststelling van de procedure betreffende de erkenning van de bijzondere beroepstitel van ziekenhuisapotheker' opgeheven wordt, op een andere datum in werking te laten treden dan het ontworpen besluit.

De gelding in de tijd van het voornoemde koninklijk besluit van 11 juni 2003 wordt immers geregeld door de overgangsregeling van het ontworpen besluit en dit ontworpen besluit kan overeenkomstig artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' in werking treden de tiende dag na die waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Artikel 52 dient bijgevolg te vervallen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS